

XAVIER RAUFER : LES NOUVEAUX TERRORISTES

Qui sont les nouveaux terroristes ? En quoi la fin de l'URSS a-t-elle modifié le paysage du terrorisme international ? Nous avons posé ces questions à Xavier Raufier, journaliste à « L'Express » chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris et coauteur de l'« Atlas mondial de l'islam activiste » (La Table Ronde, 1991)*.



CLJ.-L. Charmet.

L'HISTOIRE : D'après vous, Xavier Raufier, La secte des « assassins » a-t-elle constitué une référence pour les terroristes shi'ites ?

XAVIER RAUFER : Aucune organisation terroriste proche-orientale n'a jamais reconnu s'en inspirer. Mais il n'y a là rien d'étonnant : les « assassins » représentent un segment de la longue histoire des nizaris, une secte ismaélienne, hérétique aux yeux de la majorité shi'ite, celle des duodécimains. Quant aux sunnites, inutile d'insister sur ce qu'ils peuvent penser de cette minorité qui sent le soufre, au sein de cette autre minorité que sont les shi'ites (100 millions environ, sur un milliard de musulmans).

Il n'y a, à ma connaissance, qu'Abou Nidal, le chef d'une scission extrémiste et terroriste du Fatah de Yasser Arafat, nommé le Fatah commandement révolutionnaire, au reste un sunnite palestinien, qui se soit jamais réclamé des qarmates. Plus que le dogme de cette autre secte ismaélienne, c'est leur organisation et la férocité de leurs attaques qu'il admire. Il

a vécu en Arabie Saoudite, là où les qarmates s'étaient installés, autour de Bahrein et de Qatif, où il a sans doute appris leur histoire. Exemplaire, pour ce Palestinien, parce que les qarmates ont su prendre possession d'un territoire et le défendre contre les assauts de leurs adversaires.

L'HISTOIRE : Si personne ne revendique leur patronage, les « assassins » ont tout de même laissé des traces au Proche-Orient.

XAVIER RAUFER : Et même des traces qui font rêver. Dans la plaine de la Bekaa, autour de Baalbeck et dans les contreforts de l'Anti-Liban, un certain nombre de bastions actuels du Hezbollah étaient au Moyen Age des fiefs des « assassins » : des chaînes de montagnes, des forteresses quasi imprenables situées au sommet de montagnes. Ces lieux, notamment des villages contrôlés par le clan moussavi, sont, d'une certaine façon, des lieux de la mémoire ismaélienne. Autre signe de la présence des « assassins » au Proche-Orient : le vocabulaire. Le terme « fedai », au pluriel « fedayin » – celui qui se sacrifie pour la cause – est d'origine ismaélienne nizarie.

L'HISTOIRE : Précisément, l'esprit de sacrifice n'est-il pas constitutif du terrorisme shi'ite ?

XAVIER RAUFER : Si l'on devait distinguer ce terrorisme-là de tous les autres, c'est assurément la notion de « chahadat » – le sacrifice – que l'on mettrait en avant. Je ne connais pas de communauté où le culte des martyrs soit porté si haut. Il faut dire aussi que l'histoire des shi'ites est, dès la mort d'Ali, le gendre de Mahomet, tué à Koufa, dans le Sud de l'Irak actuel, en 661, une longue suite de persécutions ; l'exemple du sacrifice remonte très loin, au fils d'Ali, l'imam Hussein qui, délibérément, sachant ce qui l'attendait après la défection de ses disciples, s'est rendu à Kerbala avec ses soixante-douze partisans et y a connu le martyre (en 680) devant les troupes du calife omeyyade de Damas, dont il contestait le pouvoir. Le comportement des « assassins » était calqué sur ce renoncement volontaire à la vie.

Mais le sacrifice a ses règles. Aujourd'hui encore, Cheikh Fadlallah, guide spirituel de la communauté shi'ite, notamment libanaise, racontait que lors de l'invasion israélienne du Liban en 1982, le désespoir était tel que les candidats au sacrifice, au volant d'une voiture piégée, étaient tellement nombreux qu'il avait fallu dresser une liste d'attente. Il y avait de nombreuses femmes parmi eux. L'une d'elles s'est fait exploser au passage d'un convoi israélien en mars 1985, tuant douze soldats.

L'HISTOIRE : En dehors des règles régissant le « Chahadat », très précisément codifiées, les actes terroristes ne seraient pas couverts par les autorités religieuses ?

XAVIER RAUFER : Les limites à ne pas

dépasser sont définies en effet par les imams – des juristes, des interprètes du droit canon musulman. Les attentats qui ont eu lieu en septembre 1986 à Paris n'ont, par exemple, pas été revendiqués au nom de l'islam. C'est un fantomatique « comité de soutien aux prisonniers politiques arabes » qui s'en est proclamé responsable. Pourquoi ? Parce qu'ils étaient injustifiables au nom du Coran et de l'islam. On a donc inventé ce CSPPA revendiquant la libération de trois prisonniers dont deux (Varougan Garbidjian, Arménien, et Georges Ibrahim Abdallah, Libanais maronite) étaient chrétiens... Cela dit, gardons-nous des assimilations hâtives : les shi'ites ne sont pas des assassins dans l'âme et la plupart d'entre eux sont consternés par la réputation que leur font les terroristes de leur propre communauté.

L'HISTOIRE : En quoi le terrorisme proche-oriental, shi'ite ou non, se distingue-t-il des terrorismes occidentaux ?

XAVIER RAUFER : Il a quatre caractéristiques essentielles. C'est d'abord un terrorisme à base communautaire, ethnique ou religieuse. Il est ensuite indissociable de l'esprit de vengeance : qui peut raisonnablement douter qu'un jour Saddam Hussein ne nous fera pas payer sa défaite de la guerre du Golfe ?

Troisièmement, les groupes terroristes du Proche-Orient sont très souvent manipulés par certains appareils d'État. Officiellement, l'attentat d'Orly, en juillet 1983, a été perpétré par des membres de l'ASALA, l'organisation terroriste arménienne, au motif que des agents secrets turcs voyageaient, ce jour-là, à bord d'un vol de la Turkish Airlines. Or, il s'est avéré que l'ASALA avait été stipendiée par Kadhafi qui venait de subir quelques revers au Tchad, face à l'armée française et s'offrait ainsi une vengeance commode.

Enfin, contrairement à des groupes nationalistes pratiquant le terrorisme en Europe comme l'Armée républicaine irlandaise (IRA) ou les Basques de l'ETA, ou encore des organisations communistes combattantes comme Action directe ou les Brigades rouges, qui signent toujours leurs attentats, les terroristes proche-orientaux frappent anonymement leurs victimes et leur laissent le soin de comprendre ce qui leur arrive.

L'HISTOIRE : Pourquoi ?

XAVIER RAUFER : Parce qu'il est terrifiant d'être frappé et de ne pas savoir par qui. Pour en revenir aux attentats de septembre 1986, le gouvernement français a commencé par livrer en pâture à l'opinion le nom des frères Abdallah, pour masquer son incapacité initiale d'en savoir davantage sur les tenants et les aboutissants d'une affaire qu'il ne maîtrisait pas.

L'HISTOIRE : Le terrorisme ainsi conçu, n'est-

ce pas la « guerre du pauvre » ? Faute d'affronter l'adversaire, on le déstabilise...

XAVIER RAUFER : C'est ce qu'on appelle dans les écoles de guerre les stratégies indirectes. Il est clair que l'on ne pense pas la guerre au Proche-Orient comme en Occident. Chez nous, le jeu guerrier se fait à deux, dans un choc frontal, comme aux échecs, et aboutit au triomphe de l'un et à l'écrasement de l'autre. Là-bas, la guerre se pratique à plusieurs, comme au poker, et ne se termine pas, immanquablement, par la destruction de l'adversaire. La règle consiste à l'attaquer à la périphérie pour l'affaiblir et enfin le retourner contre une autre cible.

L'HISTOIRE : Ce qui implique qu'on noue des contacts avec d'autres organisations terroristes, occidentales notamment ?

XAVIER RAUFER : Passons sur les échanges techniques qui ne vont guère au-delà d'une simple solidarité d'armes, selon l'adage « l'ennemi de mon ennemi est mon ami pour le moment ». Mais il existe de véritables stratégies d'alliance : le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache a, par exemple, toujours eu pour tradition de travailler en liaison avec des groupes marxistes-léninistes non arabes. C'est par cette filière qu'il a recruté un Vénézuélien, le fameux Carlos. Quant à ses liens avec la Fraction Armée rouge dont plusieurs membres ont passé l'été 1970 dans des camps d'entraînement en Jordanie avant d'entrer dans la clandestinité, ils étaient notoires dès l'année 1969.

L'HISTOIRE : Jusqu'à quel point les terroristes proche-orientaux sont-ils entrés en rapport avec les services secrets de l'ancien bloc de l'Est ?

XAVIER RAUFER : Il y eut un partage des rôles entre Moscou, d'une part, et les pays satellites, d'autre part. Très consciente de ses responsabilités internationales en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, l'URSS a toujours interposé des écrans entre elle et les acteurs du terrorisme proche-oriental. Elle s'est, par exemple, déchargée sur l'Allemagne de l'Est des contacts avec les Palestiniens extrémistes les moins fréquentables. Le chef de l'OLP, Yasser Arafat, était reçu au Kremlin, mais les dirigeants du Front du refus – ceux qui veulent la destruction pure et simple d'Israël – ne l'ont pas été. Les cadres de la milice d'Abou Nidal n'ont pas été formés en Union soviétique, mais dans les académies militaires de Pologne. Et quand Wali Haddad, le patron de Carlos – c'était le chef du Commandement des opérations spéciales à l'étranger du FPLP et l'auteur de la plupart des grands détournements d'avions des années 1968-1972 –, venait en Europe, il descendait à Berlin-Est ou à Sofia, pas à Moscou. De même, la Stasi entretenait des relations avec Georges

Habache ou Ahmed Jibril.

L'HISTOIRE : Que révèlent les archives de l'URSS, de l'ex-RDA, de la Hongrie, des rapports que ces États entretenaient avec les organisations terroristes ?

XAVIER RAUFER : Pas grand-chose pour l'instant. L'essentiel – qui révèle des manipulations, des retournements, et qui peut servir à l'avenir – reste hors d'atteinte. La Hongrie a livré dix-neuf volumes d'archives et de documents sur la présence de Carlos à Budapest au début des années 1980. Les archives est-allemandes permettront de mieux comprendre l'histoire de la Fraction Armée rouge.

L'HISTOIRE : Le terrorisme ne prend-il pas aujourd'hui d'autres formes : on voit croître, au Liban notamment, la puissance de milices qui mettent au défi le pouvoir central – ou ce qu'il en reste ?

XAVIER RAUFER : La plaine de la Bekaa est en effet l'archétype de ce que l'on appelle les « zones grises », pour emprunter à l'aéronautique une expression désignant les secteurs non couverts par les radars. Ce sont des régions – parfois immenses – qui échappent à tout contrôle étatique mais qui fonctionnent avec leurs lois, leurs banques, leurs armées, leur administration. On en trouve en Amérique latine, par exemple, où les cartels de trafiquants de cocaïne collaborent avec d'anciens guérilleros politiquement démobilisés, et en Asie centrale où l'on assiste à la très lucrative reconversion en producteurs de pavot ou en marchands d'armes de chefs de maquis afghans, de potentats locaux, pakistanais ou originaires des républiques musulmanes de l'ex-empire soviétique.

Malgré les promesses libanaises et syriennes, sur la route de Baalbeck à Hermel, place forte du Hezbollah, on cultive encore, en toute impunité, sur dix mille hectares, le meilleur hashish qui soit, le « libanais rose », et l'on dispose toujours de laboratoires de transformation du pavot en héroïne. Là, et sur une beaucoup plus vaste échelle en Amérique latine et en Asie centrale, prospèrent des milices ou des cartels, véritables puissances déterritorialisées, que les autorités locales ne veulent ni ne peuvent anéantir. Le gouvernement libanais, lui, sous prétexte qu'elles mènent le « combat antisioniste », n'a pas vraiment osé les désarmer.

L'HISTOIRE : Comment l'Occident, principal consommateur de stupéfiants, peut-il faire face à ce nouveau danger ?

XAVIER RAUFER : Il en est pour l'instant réduit à colmater les brèches vaille que vaille ; mais il n'a encore trouvé aucun moyen de coercition à la mesure de ce nouveau danger.

(Propos recueillis par Daniel Bermond.)

* On a déjà pu lire de lui dans *L'Histoire* : « De Bagdad à Téhéran : comment est née la révolution islamique » (n° 131) et « Vérité et mensonges sur l'attentat de la rue Copernic » (n° 137).